

Digital Inclusion, Association sans but lucratif

Siège social : 41, rue Charles IV, L-1309 Luxembourg

Ceci est une version modifiée le 19.4.2022 modifiant la version originale.

STATUTS

I. Dénomination, objet, siège, durée et exercice social

Art. 1. L'association porte la dénomination "Digital Inclusion".

Art. 2. L'association a pour objet :

- a) Promouvoir l'accès universel aux moyens informatiques:
 - accès à la communication digitale
 - accès au matériel informatique
 - promouvoir la "digital literacy"
- b) Favoriser l'inclusion sociale de personnes d'origines diverses par l'informatique:
 - en organisant des activités communes en rapport avec l'informatique
 - en mettant à disposition aux usagers des programmes informatiques à caractère éducatif
- c) Prendre une responsabilité environnementale:
 - recyclage de matériel informatique qui n'est plus utilisé
 - réparation de matériel informatique qui serait autrement détruit

Art. 3. L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

Art. 4. L'association a son siège social à Luxembourg. Le siège social peut être transféré par simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 5. La durée de l'association est illimitée.

Art. 6. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

II. Les membres

Art. 7. L'association se compose de membres fondateurs et de membres actifs.

Sont appelés membres fondateurs les membres qui ont participé à la création de l'association. Ils s'acquittent d'une cotisation annuelle.

Sont appelés membres actifs, les membres de l'association qui s'acquittent d'une cotisation annuelle.

Art. 8. Les membres sont admis par délibération du conseil d'administration à la suite d'une demande formulée de manière écrite ou verbale.

Art. 9. Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'association, seront tenus de payer une cotisation annuelle dont le montant est fixé par l'assemblée générale. Le montant de la cotisation annuelle ne peut être supérieur à 100 euros.

Art. 10. Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après l'envoi de leur démission écrite au conseil d'administration. Est réputé démissionnaire après le délai de 6 mois à compter du jour de l'échéance des cotisations tout membre n'ayant pas payé la cotisation lui incombant.

Art. 11. Les membres peuvent être exclus de l'association si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'association ou ne respectent pas les conditions émises à l'article 9 des présents statuts. A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

Art. 12. L'associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations versées.

Art. 13. La liste des membres est complétée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites et ce au 31 décembre.

III. L'assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration régulièrement une fois par an, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demande par écrit en proposant un ordre du jour au conseil d'administration.

Art. 15. L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants :
la modification des statuts et, le cas échéant, du règlement interne ;
la nomination et révocation des administrateurs et, le cas échéant, des réviseurs de caisse ;
l'approbation des budgets et comptes ;
la dissolution de l'association ;
l'exclusion d'un membre.

Art. 16. La convocation se fait au moins 15 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, moyennant courrier postal ou électronique devant mentionner l'ordre du jour proposé.

Art. 17. Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

Art. 18. Tous les membres actifs ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale. Le vote de chaque membre fondateur compte pour le double du vote d'un membre actif. Les solutions sont prises à la majorité absolue des voix sous réserve des dispositions des articles 11 et 26. Un membre ne peut représenter qu'un seul autre membre empêché.

Art. 19. Les résolutions de l'assemblée générale, signées par deux membres du conseil d'administration, sont portées à la connaissance des membres et des tiers le cas échéant par voie postale ou électronique. Elles sont conservées dans un registre au siège de l'association pouvant être consulté sur demande préalable par les associés et les tiers.

IV. Le conseil d'administration

Art. 20. L'association est gérée par un conseil d'administration composé entre 3 et 6 membres, élus à la majorité simple des voix de l'assemblée générale. La durée de leur mandat est de 3 ans renouvelable.

Art. 21. Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou à la demande de la moitié de ses membres. Il ne peut valablement délibérer que si les deux-tiers de ses membres au moins sont présents ou représentés. Toute décision est prise à la majorité absolue des voix.

Art. 22. Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, 2 signatures de membres en fonction sont nécessaires.

Toutefois, la gestion journalière des affaires de l'association peut être déléguée par le conseil d'administration, à l'exclusion de tous autres pouvoirs, soit à un associé, soit à un tiers.

Art. 23. Le conseil d'administration propose une charte interne à l'asbl organisant le déroulement des activités et les interactions entre les membres et bénévoles. Elle définit entre autres le montant annuel de cotisation des membres. Cette charte entre en vigueur seulement après sa validation par l'assemblée générale. Les modifications ultérieures doivent être validées par l'assemblée générale. Ce document engage les membres et les bénévoles de l'association. Il est donc consultable librement par ceux-ci.

Art. 24. Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Art. 25. *(article abrogé le 19.4.2022)*

Art. 26. Les ressources de l'association comprennent non exclusivement :
les cotisations des membres, l'autofinancement, les subsides et subventions, les dons ou legs en sa faveur autorisés dans les conditions de l'article 16 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

V. La modification des statuts, la dissolution et la liquidation

Art. 27. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts ou la dissolution de l'association que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers de ses membres. Aucune modification aux statuts ou dissolution ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre de membres présents ; mais, dans ce cas, la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification aux statuts porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, ces règles sont modifiées comme suit :

la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés ;

la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts de voix ;

si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Art. 28. En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté, après liquidation du passif, à une association ayant des buts similaires.

VI. Dispositions finales

Art. 29. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée, ainsi, le cas échéant, qu'au règlement interne en vigueur.

Certifié exact,
A Luxembourg, le 19.4.2022

Signatures

Gaston Trauffler, Président

Patrick de la Hamette, Secrétaire

Thierry Koenigsberger, Trésorier

Marzena Kwiatek, Vice-Présidente